

---

**Proposition de Plan d'Actions dans le cadre du standard genevois d'évaluation****Eclairage Performant****PA12 – Version 1.3**

---

La proposition de Plan d'Actions se base sur la version 5 du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO2 et de déchets, datée de août 2022.

**A. Organisation du Plan d'Actions****1. Auteur·e de la proposition de Plan d'Actions**

L'auteur·e de la proposition de Plan d'Actions est la personne ou l'organisme qui a la responsabilité et qui gère les procédures liées au standard genevois d'évaluation. Il·Elle peut être le propriétaire du Plan d'Actions.

Nom de l'auteur de Plan d'Actions	<i>Clare Ahnlund McElgunn</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon M : +41 (0)79 752 24 63 E : <a href="mailto:clare.ahnlund-mcelgunn@sig-ge.ch">clare.ahnlund-mcelgunn@sig-ge.ch</a></i>

**2. Propriétaire du Plan d'Actions**

Le·La propriétaire de Plan d'Actions peut être un organisme ou une personne différente de l'auteur de la proposition à qui il·elle a confié la gestion des procédures de valorisation des réductions d'émission de son Plan d'Actions dans le cadre du standard genevois d'évaluation.

Nom du propriétaire du Plan d'Actions	<i>Clare Ahnlund McElgunn</i>
Entreprise	<i>SIG</i>
Contact	<i>Chemin de château Bloch 2 – 1219 Le Lignon M : +41 (0)79 752 24 63 E : <a href="mailto:clare.ahnlund-mcelgunn@sig-ge.ch">clare.ahnlund-mcelgunn@sig-ge.ch</a></i>

## **B. Informations générales sur le Plan d'Actions**

### **1. Description générale**

Le Plan d'action Eclairage Performant est le plan d'action du programme éco21 de SIG qui porte exclusivement sur les installations d'éclairage. Il s'adresse aux propriétaires immobiliers, aux régies, aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'aux collectivités du canton de Genève. Son but est d'accompagner ces différents acteurs du canton de Genève vers l'efficacité énergétique de leurs installations d'éclairage. Il s'inscrit dans la politique de SIG visant à accroître l'indépendance énergétique cantonale et à renforcer la compétitivité de la place économique locale.

- La prestation proposée aux propriétaires immobiliers et aux régies porte sur l'éclairage pour les parties communes d'immeubles d'habitation
- La prestation proposée aux PME porte sur l'éclairage de leurs locaux.

La prestation proposée aux collectivités porte sur l'éclairage de leurs bâtiments administratifs et d'activités (centres sportifs, voirie, etc.).

### **2. Objectifs**

Eclairage Performant vise à améliorer l'efficacité énergétique des installations d'éclairage des propriétaires immobiliers, des régies, des PME et des collectivités genevoises et à les inciter à réaliser des actions de réduction de leur consommation d'électricité. Ceci se décline ainsi pour les trois sous-groupes :

- Propriétaires immobiliers et régies :
  - o Déclencher la réalisation d'Actions sur l'éclairage
  - o Réduire la consommation d'électricité et la facture des propriétaires immobiliers et régies
- PME :
  - o Déclencher la réalisation d'Actions sur l'éclairage
  - o Réduire la consommation d'électricité et la facture des PME
  - o Créer un lien avec les petites PME qui n'ont que très peu de contact avec SIG
  - o Fidéliser les clients dans la perspective de l'ouverture des marchés de l'électricité
- Collectivités :
  - o Déclencher la réalisation d'Actions sur l'éclairage
  - o Réduire la consommation d'électricité et la facture des collectivités

### **3. Périmètre et rayon d'action du Plan d'Actions**

Eclairage Performant s'adresse aux propriétaires immobiliers, régies, PME (< 1 GWh d'électricité par an) et collectivités établies sur le canton de Genève. Les grandes entreprises, les particuliers et les immeubles d'habitation sont exclus.

#### 4. Type d'Actions

Eclairage Performant est un Plan d'Actions.

Les types d'Actions admis dans Eclairage Performant sont listés dans le tableau ci-dessous :

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<input checked="" type="checkbox"/> Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité <input type="checkbox"/> Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur <input type="checkbox"/> Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz (anticipée pour les projets touchant au chauffage des bâtiments), substitution de mazout ou de gaz par des énergies renouvelables <input type="checkbox"/> Réduction des émissions de GES
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<input type="checkbox"/> Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises <input type="checkbox"/> Substitution de carburants
Déchets	Tri des déchets	<input type="checkbox"/> Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets <input type="checkbox"/> Optimisation de la collecte <input type="checkbox"/> Développement de nouvelles filières de tri, mise en place de déchetteries, formation et/ou sensibilisation des utilisateurs
Ressources	Réduction à la source des déchets et préservation des ressources	<input type="checkbox"/> Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité <input type="checkbox"/> Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne) <input type="checkbox"/> Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, plateforme informatique, etc.).
	Préservation de l'environnement	<input type="checkbox"/> Eco-conception <input type="checkbox"/> Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) <input type="checkbox"/> Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) <input type="checkbox"/> Changement de comportement (sensibilisation zéro déchets, numérique responsable, etc.)

## **5. Délimitation par rapport à d'autres instruments (législatifs ou autres)**

Les processus mis en place pour la sélection des Actions comptabilisées par Eclairage Performant-éco21 permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.

A noter que le Plan d'Action ne bénéficie pas du soutien de ProKilowatt. Ce plan d'action ne collabore donc pas avec le programme ProKilowatt et il n'y a donc pas de problème de double comptabilité. Les demandes de travaux de rénovation de l'éclairage qui passent par ce plan d'action sont concernées par notre programme de primes éco21 uniquement.

## **C. Description du Plan d'Actions**

### **1. Description générale**

Eclairage Performant propose aux propriétaires immobiliers, aux régies, aux PME et aux collectivités des prestations d'audit et d'accompagnement spécifique sur leurs installations d'éclairage dans une démarche structurée en se basant sur des outils adaptés à leur secteur d'activité et à leur niveau de consommation.

#### Propriétaires immobiliers et régies

L'accompagnement pour les propriétaires immobiliers et les régies se base sur un devis effectué par un électricien pour l'assainissement de l'éclairage des parties communes d'immeuble. Ce devis prend en compte le diagnostic énergétique réalisé sur place qui permet d'estimer la réduction de la consommation d'électricité du client sur son installation d'éclairage. L'électricien utilise l'outil éclairage éco21 accessible en ligne pour réaliser une simulation des économies d'électricité générées grâce à l'assainissement des luminaires et la présente à son client sous forme de bilan énergétique et financier. Au terme des travaux réalisés, le client reçoit une prime de 16 ct par kWh/an économisé et allant maximum jusqu'à 50% de son investissement. Le client peut également choisir un prêt financier des SIG à un taux de 1.75% pour financer ses travaux et dont le remboursement peut se faire sur un maximum de 60 mensualités.

#### PME

L'accompagnement pour les PME se base sur un devis effectué par un électricien pour l'assainissement de l'éclairage de la PME. Ce devis prend en compte le diagnostic énergétique réalisé sur place qui permet d'estimer la réduction de la consommation d'électricité du client. L'électricien utilise l'outil éclairage éco21 accessible en ligne pour réaliser une simulation des économies d'électricité générées grâce à l'assainissement des luminaires et la présente à son client sous forme de bilan énergétique et financier. Au terme des travaux réalisés, le client reçoit une prime de 21 ct par kWh/an économisé et allant maximum jusqu'à 50% de son investissement. Le client peut également choisir un prêt financier des SIG à un taux de 1.75%

pour financer ses travaux et dont le remboursement peut se faire sur un maximum de 60 mensualités.

L'accompagnement pour les PME-PMI peut aussi se faire à travers un diagnostic énergétique gratuit de l'éclairage et réalisé sur place par un auditeur éclairage partenaire d'éco21. La démarche est initiée par l'auditeur lui-même suite à un démarchage du client ou le client peut faire appel à éco21 qui lui attribue un auditeur éclairage éco21 pour effectuer un diagnostic sur place. L'auditeur propose, si possible, un remplacement des sources d'éclairage (relamping) ou, dans un cas de rénovation des luminaires, fait appel à un électricien partenaire éco21 pour effectuer les travaux. L'auditeur utilise également l'outil éclairage éco21 en proposant la subvention ou le prêt tel que déjà décrit ci-dessus.

### Collectivités

L'accompagnement pour les collectivités se base sur un devis effectué par un électricien pour l'assainissement de l'éclairage de la collectivité. Ce devis prend en compte le diagnostic énergétique réalisé sur place qui permet d'estimer la réduction de la consommation d'électricité du client. L'électricien utilise l'outil éclairage éco21 accessible en ligne pour réaliser une simulation des économies d'électricité générées grâce à l'assainissement des luminaires et la présente à son client sous forme de bilan énergétique et financier. Au terme des travaux réalisés, le client reçoit une prime de 12 ct par kWh/an économisé pour les grandes collectivités (> 1'000'000 kWh d'électricité par an) ou de 21 ct par kWh/an économisé pour les petites collectivités (< 1'000'000 kWh d'électricité par an) et allant jusqu'à maximum 50% de son investissement. Le client peut également choisir un prêt des SIG à un taux de 1.75% pour financer ses travaux et dont le remboursement peut se faire sur un maximum de 60 mensualités.

L'accompagnement pour les collectivités peut aussi se faire à travers un diagnostic énergétique gratuit de l'éclairage et réalisé sur place par un auditeur éclairage partenaire d'éco21. La démarche est organisée par le Plan d'action éco21 qui s'adresse aux Collectivités et l'auditeur en commun accord avec la commune. L'auditeur propose, si possible, un remplacement des sources d'éclairage (relamping) ou, dans un cas de rénovation des luminaires, fait appel à un électricien partenaire éco21 pour effectuer les travaux. L'auditeur utilise également l'outil éclairage éco21 en proposant la subvention ou le prêt tel que déjà décrit ci-dessus.

### Formation, partenariat et accréditation

Le Plan d'Action met à disposition des électriciens et autres entités un cursus de formation spécifique sur l'éclairage.

Pour être partenaires, les électriciens doivent suivre tous les modules du Cursus éclairage (<https://sig.moschorus.com>), remettre à éco21 toutes les attestations listées dans le document « Attestations requises » fourni par éco21, signer la Convention de partenariat avec éco21 et réaliser un certain nombre de projets chaque année.

Pour être partenaires et accrédités, les auditeurs Eclairage doivent suivre tous les modules du Cursus éclairage (<https://sig.moschorus.com>), remettre à éco21 toutes les attestations listées

dans le document « Attestations requises » fourni par éco21 et signer la Convention de partenariat avec éco21.

### Type d'action soutenu

Tout type d'action d'économie d'électricité dans l'éclairage est potentiellement soutenu par Eclairage Performant. Les Actions d'éclairage réalisées dans le cadre d'autres Plans d'actions éco21 et qui ne sont pas suivies par le Plan d'Action Eclairage performant sont comptabilisées par les Plans d'Action auxquels elles sont intégrées, évitant ainsi les risques de double comptabilité.

## **2. Facteurs d'émission CO<sub>2</sub>**

Ce chapitre ne s'applique pas à ce Plan d'action, car ce dernier ne concerne que les réductions de consommation d'électricité.

## **3. Méthodologies appliquées**

Le calcul des effets des Actions prises en compte dans le Plan d'action se base sur les méthodologies suivantes :

- ME10a : Eclairage méthode simplifiée
- ME10b : Eclairage méthode standard

La méthodologie simplifiée est utilisée depuis juillet 2021. Elle s'applique par défaut à toutes les Actions, sauf si la personne qui soumet l'action dans l'outil informatique coche qu'il souhaite appliquer la méthodologie standard. Le choix dépend donc du souhait et des habitudes de la personne qui dépose l'action. La méthodologie simplifiée contient moins d'informations d'installations à remplir par l'utilisateur. Elle est privilégiée dans l'outil pour les travaux concernant les communs d'immeuble et les PME-I. La méthode standard contient les informations de base des installations à remplir par l'utilisateur. Elle est privilégiée dans l'outil pour les travaux concernant les collectivités. L'utilisateur a toutefois le choix entre les deux et peut basculer sur l'une ou l'autre méthodologies lorsqu'il remplit une demande sur le simulateur.

## **4. Effets attendus**

Les objectifs pour l'année 2023 se monte à une réduction de 3 500 000 kWh/an d'électricité.

## **5. Valorisation des effets**

Les effets générés par le Plan d'Action sont comptabilisés distinctement selon le type de valorisation admis. Les tableaux ci-dessous détaillent les différentes valorisations possibles et précisent quels effets donnent lieu à une comptabilisation, lesquels à des certificats négociables et lesquels à des aides financières de SIG-éco21.

Légende :

C = Comptabilisation

CN = Certificats négociables

F = Aide financière éco21

	Electricité
SIG	C, F
OCEN	C
Autres programmes	C

Définitions :

*SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21

*OCEN* : Réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> ou d'électricité soutenue financièrement par l'OCEN ou issue de Projets ou d'Action permettant d'accélérer significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur

*Autres programmes* : Réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> ou d'électricité réalisée dans le cadre du Plan d'Actions mais comptabilisée également par d'autres programmes et pour laquelle aucun double financement n'est possible (ex : économies d'électricité soutenues par Prokilowatt, économies de CO<sub>2</sub> réalisées par une entreprise exemptée de la taxe CO<sub>2</sub>, économie d'électricité réalisée par une organisation exemptée du supplément réseau, etc.)

## 6. Prise en compte des fuites

Des fuites (effets interactifs) peuvent exister mais sont en principe négligeables.

## 7. Facteurs d'influence

Les facteurs d'influence pour le Plan d'Actions sont d'ordre financier ou légal. Les tarifs de l'énergie peuvent avoir un impact positif ou négatif sur le Plan d'Actions et l'additionnalité financière des Actions. Au niveau légal, la législation tant au niveau des normes que de la réglementation concernant la vente d'anciennes technologies de luminaires évolue rapidement et est à suivre étroitement pour garantir l'additionnalité du Plan d'Action.

## D. Additionnalité

### 1. Additionnalité réglementaire et légale

Aucune loi, règlement ou autre acte législatif ne rend obligatoire la réalisation de ce Plan d'Actions.

Suite à l'interdiction des sources lumineuses non LED type tube fluorescent T5 et T8 dès août 2023, le Plan d'Action évolue de la manière et dans la chronologie suivante :

Dès le 1<sup>er</sup> septembre 2023 et jusqu'à fin 2024, la détection de présence en complément du « relamping » reste obligatoire pour les projets déposés par le secteur immobilier, et devient aussi obligatoire pour les projets des collectivités et des entreprises consommant > 100'000 kWh/an. Il existe des possibilités d'exception à évaluer au cas par cas. Pour les entreprises consommant < de 100'000 kWh/an, le PA continue de financer le « relamping » (changement de source simple) sans détection de présence pour éviter que les petites PME établissent des stocks de tubes fluorescents.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025, le subventionnement de changement de type de source n'a plus d'additionnalité. Cependant :

- Etant donné que les projets immobiliers concernent principalement la réduction du temps d'utilisation, ils pourront toujours s'octroyer de la prime. La prime n'intégrera que la partie du calcul concernant la réduction du temps d'utilisation.
- Un délai de 6 mois est accordé pour la réalisation des travaux pour tous les projets ayant été déposé avant le 31 décembre 2024. Ils peuvent ensuite réaliser les travaux avec une date de facture finale au 30.06.2025.

L'additionnalité à la suite de l'interdiction des tubes fluorescent est justifiée par l'encouragement du remplacement anticipé des sources lumineuses et par la prévention de la constitution de stock de matériel par les utilisateurs finaux.

Dès 2025 seul la réduction liée à la détection de présence/luminosité sera considéré comme additionnel et pourra ainsi bénéficier de la subvention.

### 2. Analyse des barrières

#### a. Barrières financières

Immobilier : Les propriétaires immobiliers ou régies ne sont pas forcément enclins à réaliser des économies d'électricité sur leur éclairage. Ils recherchent des temps de retour sur investissement bas et à un prix avantageux en général. Les rénovations énergétiques peuvent représenter des investissements conséquents, ce qui décourage les propriétaires ou régies. Ils sont quand même de plus en plus conscients de l'importance de réduire la consommation énergétique tant au niveau environnemental, financier que par rapport à leur propre image institutionnelle. L'éclairage est la première option des propriétaires/régies, mais aussi l'une des moins compliquées, pour réduire leur consommation d'énergie. Eclairage performant, à



travers son programme d'incitations financières, permet néanmoins d'augmenter la rentabilité des actions et d'accélérer par conséquent le nombre d'actions réalisées.

PME : Étant donné leur situation financière, les PME ne sont souvent pas très enclines à réaliser des actions de performance énergétique. Elles préfèrent investir sur des installations de production, directement liées à leur activité. Investir sur une installation qui fonctionne pour une raison d'efficacité énergétique est une décision rarement prise naturellement par une entreprise. De plus, si celle-ci présente un temps de retour sur investissement trop élevé, la décision sera encore plus difficile. L'énergie ne pèse pas un poids très important dans leur structure de coût, même si celle-ci est stratégique pour elle.

Les aides financières proposées permettent de lever ces barrières et diminuer le temps de retour sur investissement. Elles contribuent à rendre les actions acceptables par les chefs d'entreprise.

Par ailleurs, la gratuité des audits éclairage réalisés par les auditeurs partenaires permet de fournir facilement et sans frais une évaluation financière des actions, constituant ainsi une importante aide à la décision.

Collectivités : Les collectivités genevoises considèrent de plus en plus la transition énergétique dans leur plan de législature. Il reste beaucoup de bâtiments communaux dont l'éclairage pourrait être assaini. Financièrement, il faut que les budgets de travaux d'assainissement soient validés lors des séances des conseils municipaux et cela peut parfois prendre parfois du temps. Cependant, Eclairage performant, à travers son programme d'incitations financières, permet d'augmenter la rentabilité des actions et d'accélérer par conséquent le nombre d'actions réalisées.

De plus, la gratuité des audits éclairage réalisés par les auditeurs partenaires permet de fournir facilement et sans frais une évaluation financière des actions, constituant ainsi une importante aide à la décision.

#### b. Barrières technologiques

Immobilier : Les propriétaires/régies disposent en interne de collaborateurs s'occupant des questions énergétiques. Cela facilite donc le travail. Malgré tout, il est souvent constaté qu'il est difficile d'assurer un suivi de tout le parc immobilier et d'inciter chaque propriétaire/régie à rénover ses installations d'éclairage. Le suivi assuré par l'équipe éco21 qui les rencontre plusieurs fois par année afin de constater les actions réalisées et fixer ensemble des nouveaux objectifs permet d'accélérer le passage à l'action.

PME-PMI : La grande majorité des PME ne dispose pas en interne de collaborateurs s'occupant des questions énergétiques. Chez les grandes PME, on trouve selon les secteurs d'activité un responsable technique mais celui-ci n'est pas spécialisé en énergie. Le manque ou l'absence de compétences spécifiques freine la réalisation d'actions.

L'accompagnement des PME proposé par Eclairage Performant, grâce aux auditeurs éclairage et les formations proposées aux électriciens permet de combler le déficit de compétences et d'information et de donner les moyens aux PME de passer à l'action et aux prestataires d'inciter au passage à l'action

Collectivités : Les collectivités disposent en interne d'un gérant technique s'occupant notamment des questions de travaux d'assainissement de l'éclairage. Cela facilite le contact avec les prestataires externes durant la phase de travaux et de réalisation de projets éco21. Il y a parfois un manque de compréhension entre gérant technique et prestataires externes. L'accompagnement fourni par le Plan d'Action permet de faciliter les échanges entre la Collectivité et des prestataires externes.

### c. Barrières culturelles et structurelles

Immobilier : La transition énergétique n'est pas nécessairement une priorité pour les propriétaires/régies. Les entreprises d'électricité réalisent quand même souvent des rénovations d'éclairage dans les communs d'immeuble. Il y a une demande assez fréquente de la part des propriétaires/régies envers leur électricien pour qu'il dépose une demande éclairage sur la plateforme éco21 lors de travaux de rénovation. Ceci dit, les propriétaires/régies demandent la plupart du temps plusieurs devis et ne donnent pas forcément de suite à ces devis pour rénover leur éclairage. Grâce à son accompagnement, Eclairage performant permet de faire débloquent les projets et d'augmenter leur attractivité financières grâce à son programme d'incitations financières.

### PME-PMI :

Les chefs d'entreprise des PME se caractérisent par un grand manque de temps. Ils portent de multiples casquettes et font face à des problématiques très complexes qu'ils sont souvent seuls à devoir gérer. L'énergie n'est donc pas leur priorité.

Les prestations proposées par Eclairage Performant sensibilisent les chefs d'entreprise à l'importance et au côté stratégique de la gestion de l'électricité. Elles les soulagent, les déchargent et leur donnent les informations, les clés et l'accompagnement nécessaires à l'assainissement de leur éclairage et à l'augmentation de leur efficacité énergétique. Elles sont également valorisées et se sentent prises en charge de façon personnalisée, ce qui augmente leur satisfaction et les rend également plus motivées à entreprendre des actions.

Collectivités : Au sein des collectivités, il peut y avoir une barrière partisane de la nécessité de faire des économies d'énergie tant au niveau environnemental que financier. Selon la composition des conseils municipaux, il peut être plus ou moins aisé d'aller de l'avant avec des nouveaux travaux d'assainissement de l'éclairage des bâtiments communaux.

## **3. Analyse de la pratique courante**

Les propriétaires et régies sont de plus en plus nombreux à être suivis par le Plan d'Actions Immobilier et cela leur permet d'avoir une certaine vision des économies énergétiques qu'elles peuvent et doivent réaliser selon les objectifs fixés avec éco21. Un manque de temps et de volonté est parfois constaté du côté de ces acteurs et il reste encore beaucoup à faire pour faire de la transition énergétique une pratique courante de ces institutions.

Très peu de PME ne dispose d'un processus de gestion de l'énergie ou ne connaît ses potentiels d'économie d'énergie. De façon similaire, très peu de PME entreprennent des actions de performance énergétique sans autres raisons liées (panne d'une installation, installation plus aux normes, etc.).

Certaines collectivités genevoises sont suivies par éco21 au niveau de leur gestion énergétique et des objectifs ambitieux commencent à être fixés avec elles pour réaliser des économies d'énergie. Il faut attendre un plus grand déploiement du Plan d'Actions Collectivités pour que la gestion énergétique se fasse plus systématiquement au sein des communes.

Le Plan d'Actions Eclairage Performant va permettre de contribuer significativement à et d'accélérer la réalisation d'Actions chez les propriétaires/régies, PME-PMI et collectivités.

## **E. Aides financières**

Le Plan d'Actions Eclairage Performant n'a reçu aucune aide financière extérieure.

## **F. Echancier**

Le Plan d'Actions Eclairage Performant existe depuis 2009. Jusqu'en 2019, les économies générées par le Plan d'Action étaient validées et vérifiées selon un autre système. Il a été décidé en 2020 que le Plan d'Action soit intégré au standard genevois d'évaluation. L'entité coordinatrice a eu connaissance du Plan d'Action Eclairage dès que celle-ci a été mise en place en 2009.

La durée du Plan d'Actions Eclairage Performant n'est pas définie à ce jour. Elle dépend des évolutions législatives dans le domaine de l'éclairage et des pratiques des professionnels.

## **G. Plan de suivi**

### **1. Description**

L'ensemble des étapes, de la création de l'action au paiement de l'incitation financière, sont enregistrées dans un outil informatique en ligne.

Une extraction de l'outil informatique triée sur les Actions comptabilisées durant l'année monitorée sera jointe au Rapport de calcul des effets.

### **2. Fréquence**

Le suivi sera réalisé chaque année civile.

### **3. Données enregistrées**

Les données qui seront enregistrées sont listées dans le tableau ci-dessous :

Donnée / Paramètre	Nom de la donnée / du paramètre
Unité	W électrique, heures, kWh/an électrique.
Description	Adresse du site, puissances électriques (anciens et nouveaux luminaires), heures de fonctionnement, gains électriques.
Source	Outil informatique en ligne éclairage éco21, fiches techniques, facture.
Procédure de mesure	Auto-déclaration, contrôles sur sites (si possible)
Fréquence de la mesure	Par échantillonnage

#### 4. Assurance qualité

Chaque action soumise est contrôlée par un collaborateur de l'équipe éco21. La plausibilité des données renseignées par les électriciens et les auditeurs partenaires est vérifiée (puissance, nombre et type de sources lumineuses, temps de fonctionnement, etc.). Après la réalisation de l'action, les factures sont contrôlées et comparées aux données inscrites lors de la soumission de l'action.

Des campagnes de contrôle sur site sont réalisées périodiquement.

## H. Aspect financier du Plan d'Actions

Immobilier : Le soutien financier apporté aux Actions est de 0,16 CHF par kWh électrique économisé durant une année à concurrence de maximum 50% des investissements. Le niveau du soutien financier dépend de l'économie électrique générée grâce à la rénovation de l'éclairage.

PME : Le soutien financier apporté aux Actions est de 0,21 CHF par kWh électrique économisé durant une année à concurrence de maximum 50% des investissements. Le niveau du soutien financier dépend de l'économie électrique générée grâce à la rénovation de l'éclairage.

Collectivités :

- Petite Collectivité : Le soutien financier apporté aux Actions est de 0,21 CHF par kWh électrique économisé durant une année à concurrence de maximum 50% des investissements. Le niveau du soutien financier dépend de l'économie électrique générée grâce à la rénovation de l'éclairage.
- Grande Collectivité : Le soutien financier apporté aux Actions est de 0,12 CHF par kWh électrique économisé durant une année à concurrence de maximum 50% des investissements. Le niveau du soutien financier dépend de l'économie électrique générée grâce à la rénovation de l'éclairage.

Pour les PME et les Collectivités s'ajoute la gratuité de l'audit éclairage réalisé par les auditeurs partenaires.

**I. Parties prenantes**

- SIG-éco21 : conception et financement du Plan d'Actions, accompagnement du réseau partenaires et des prestataires, suivi global du Plan d'Actions
- Electriciens
- Auditeurs partenaires
- PME, régies, propriétaires immobiliers et collectivités : bénéficiaires de l'accompagnement et des aides financières

**J. Communication**

J'accepte que

- ☒ Les données relatives au Projet / Plan d'Actions ci-dessus
- ☒ Mes coordonnées

soient publiées sur le site internet du standard genevois d'évaluation

**Annexes :**

**Plaquette éco21- Optiwatt Eclairage Performant**

**Plaquette éco21- Immobilier Eclairage Performant**